



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.697/2
du 12 janvier 2023

advies 72.697/2
van 12 januari 2023

sur

over

les amendements n^{os} 30 à 40
au projet de loi 'modifiant la
loi du 3 décembre 2017
portant création de l'Autorité
de protection des données'

de amendementen nrs. 30
tot 40 bij het wetsontwerp 'tot
wijziging van de wet van
3 december 2017 tot
oprichting van de
Gegevensbeschermings-
autoriteit'

Le 7 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Présidente de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur les amendements n^{os} 30 à 37 au projet de loi 'modifiant la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données', déposés par M. Nabil BOUKILI, et sur les amendements n^{os} 38 à 40, déposés par M. Christoph D'HAESE et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n^o 55-2793/009).

Les amendements ont été examinés par la deuxième chambre le 12 janvier 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 janvier 2023.

*

Op 7 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitster van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over de amendementen nrs. 30 tot 37 bij het wetsontwerp 'tot wijziging van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', ingediend door de heer Nabil BOUKILI en de amendementen nrs. 38 tot 40, ingediend door de heer Christoph D'HAESE c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2022-2023, nr. 55-2793/009).

De amendementen zijn door de tweede kamer onderzocht op 12 januari 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 januari 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations suivantes.

EXAMEN DES AMENDEMENTS

Amendement n° 33

1. Comme cela résulte de sa justification, l'objectif de l'amendement n° 33, 1^o, est en réalité d'éviter que des experts soient consultés alors que l'Autorité de protection des données disposerait déjà de l'expertise juridique nécessaire en interne.

La question se pose toutefois de savoir si l'impossibilité, résultant de l'amendement, de recourir à des experts juristes ne risque pas de mettre l'Autorité de protection des données en difficulté quant à l'obligation qui s'impose à l'État belge de fournir à celle-ci les moyens nécessaires pour accomplir ses missions ¹, en ce compris quant à l'expertise juridique des personnes qui, en interne ou en externe, contribueront à ses travaux. Vu notamment la complexité du droit, il ne peut en effet *a priori* être exclu que l'Autorité de protection des données soit un jour confrontée à une question juridique qui implique la consultation d'un expert dès lors qu'elle ne disposerait pas de l'expertise juridique nécessaire en interne.

Il appartient au législateur d'apprécier si, dans la ligne de l'intention poursuivie, l'amendement ne devrait pas être reformulé pour tenir compte de cette difficulté.

On peut cependant se demander si l'objectif poursuivi n'est pas déjà rencontré par l'article 18/1, § 2, 2^o, en projet de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' (article 14 du texte adopté en deuxième lecture par la Commission de la Justice ², sur lequel porte l'amendement à l'examen).

2. Ceci étant, en tout état de cause, plutôt que de compléter l'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, du paragraphe 1^{er} de l'article 18/1 en projet, le souci de renforcer l'exigence de nécessité lors du recours à des experts serait plus adéquatement rencontré en adaptant la première phrase de cet alinéa ou en y supprimant les mots « Nonobstant le fait que l'Autorité de protection des données s'appuiera de préférence sur l'expertise interne pour accomplir ses tâches et exercer ses pouvoirs, » qui, par l'expression « de préférence », impliquent une obligation de recourir à l'expertise interne

[‡] S'agissant d'amendements à un projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ L'article 52, paragraphe 4, du RGPD exige que
« [c]haque État membre veille à ce que chaque autorité de contrôle dispose des ressources humaines, techniques et financières ainsi que des locaux et de l'infrastructure nécessaires à l'exercice effectif de ses missions et de ses pouvoirs [...] ».

² *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-2793/008, p. 10.

moins stricte que ce que prévoit le complément apporté à l'article 18/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, seconde phrase, en projet par l'amendement n° 33, 1°.

Dans l'éventualité où le législateur souhaiterait maintenir le texte de l'amendement, tel qu'il serait, le cas échéant, adapté sur la base de l'observation n° 1, il faudrait, à tout le moins, supprimer ces termes afin d'éviter de créer une incohérence.

Amendement n° 34

En ce qu'il propose de supprimer les 3° et 4° de l'article 11, § 1^{er}, en projet de la loi du 3 décembre 2017, l'amendement n° 34 répond à une critique formulée par la section de législation dans son avis 70.956/2 ³, ainsi que l'expose la justification de l'amendement.

Cela étant, afin de rencontrer adéquatement les observations de la section de législation et d'éviter un vide juridique, il faut encore prévoir expressément, au sein de la loi du 3 décembre 2017 elle-même, les règles de procédure complémentaires et les règles concernant la réserve d'experts visées par l'article 11, § 1^{er}, 3° et 4° ⁴, en projet, le cas échéant assorties de délégations au Roi.

Amendement n° 35

Aux termes de la première phrase proposée de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, en projet de la loi du 3 décembre 2017,

« [l]'Autorité de protection des données rend son avis dans les soixante jours après que lui aient été communiquées toutes les informations nécessaires à cet effet ».

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable de prévoir la délivrance d'un accusé de réception permettant d'attester du caractère complet de la demande d'avis (et, partant, du fait que toutes les informations nécessaires à l'avis ont été communiquées) afin de disposer d'un élément objectif permettant de calculer le délai de soixante jours organisé par le texte à l'examen.

Amendement n° 36

Comme cela résulte du commentaire de l'article 43, alinéa 3, en projet de la loi du 3 décembre 2017 ⁵, l'interdiction de faire obstacle aux missions légales de vérification et de

³ Avis 70.956/2 donné le 7 mars 2022 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données', observation générale n° III, 3 (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 2793/001, p. 72).

⁴ La suppression de l'article 11, § 1^{er}, 6°, en projet, ne présente pas la même difficulté puisque, concernant cette disposition, la section de législation critiquait la volonté du législateur de vouloir régler certains aspects de la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union européenne de manière morcelée.

⁵ Ce commentaire est celui des articles 37 et 38 du projet de loi (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2793/001, p. 23), l'article 37 du projet étant devenu l'article 32 du texte adopté en deuxième lecture par la Commission de la Justice, sur lequel portent les amendements à l'examen (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-2793/008).

contrôle de l'Autorité de protection des données, de ses membres ou de ses experts, formulée par cette disposition, notamment à l'égard des « membres de la société civile », est à mettre en lien avec l'article 222, 7°, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' ⁶. Or, cette dernière disposition vise indistinctement tout responsable de traitement ou sous-traitant, tout préposé ou mandataire, ce qui peut également englober des « membres de la société civile ».

La suppression des seuls « membres de la société civile » de l'article 43, alinéa 3, en projet de la loi du 3 décembre 2017 créerait donc une différence de traitement entre les personnes susceptibles d'être concernées par l'article 222, 7°, de la loi du 30 juillet 2018, sans qu'une telle différence de traitement paraisse justifiée. Cela étant, dès lors que l'interdiction de faire obstacle aux missions légales de vérification et de contrôle de l'Autorité de contrôle compétente, de ses membres ou de ses experts résulte déjà de l'article 222, 7°, de la loi du 30 juillet 2018, c'est en réalité l'ensemble de l'article 43, alinéa 3, en projet de la loi du 3 décembre 2017 qui est inutile et qui doit être supprimé afin d'éviter toute ambiguïté sur sa portée.

Amendement n° 39

La suppression des mots et du signe « de la procédure, » à l'article 99, alinéa 3, proposé de la loi du 3 décembre 2017 (article 50 du texte adopté en deuxième lecture par la Commission de la Justice), ainsi que le suggère l'amendement n° 39, maintiendrait le fait qu'il est bien question, matériellement, dans cet alinéa, de la « langue de la procédure » et qu'il s'agira de celle « choisie par les parties, dans les limites fixées par l'article 41 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative », comme l'indique la suite du texte.

L'amendement paraît dès lors inutile.

Amendement n° 40

Il résulte de la justification de l'amendement que son objectif est d'éviter l'insécurité juridique que provoqueraient les dispositions transitoires prévues par l'article 56, § 1^{er}, en projet de la loi du 3 décembre 2017, notamment liées à la possible coexistence des anciennes et des nouvelles conditions de nominations.

Cependant, conditionner l'entrée en vigueur des articles 25 et 29 en projet de la loi du 3 décembre 2017 à la « publication au *Moniteur belge* des postes vacants dans le cadre du prochain renouvellement simultané par la Chambre des représentants des mandats de l'ensemble des membres du comité de direction » n'exclut pas que, lors d'un tel renouvellement général, un

⁶ Cette disposition prévoit que

« [l]e responsable du traitement ou le sous-traitant, son préposé ou mandataire, l'autorité compétente, visés aux titres 1^{er} et 2, est puni d'une amende de deux cent cinquante euros à quinze mille euros lorsque :

[...]

7° il a été fait obstacle aux missions légales de vérification et de contrôle de l'autorité de contrôle compétente, de ses membres ou de ses experts ;

[...] ».

ou plusieurs des membres actuels du comité de direction fasse application de la mesure transitoire prévue par l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, en projet. Dans cette hypothèse, les anciennes et les nouvelles règles de nomination devraient coexister, les premières s'appliquant aux membres actuels du comité de direction qui entendraient obtenir un renouvellement de leurs mandats ou une nomination à un autre mandat, les secondes s'appliquant aux nouveaux candidats pour les mandats vacants. Telle qu'elle est rédigée, la mesure transitoire prévue par l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, en projet autorise les membres actuels du comité de direction à postuler pour un même ou pour un autre mandat, moyennant le respect des conditions de nomination antérieures à l'entrée en vigueur de l'avant-projet de loi, sans limite dans le temps ou du nombre de renouvellement. Cette disposition fait en effet référence à l'article 37, § 2, alinéa 2, en projet de la loi du 3 décembre 2017, qui ne prévoit plus de limite au nombre de renouvellements de mandats autorisés (contrairement à la version actuelle de l'article 37 de la loi du 3 décembre 2017). Par conséquent, la difficulté relevée se présentera tant que les membres actuels du comité de direction demanderont un renouvellement de leur mandat ou une nomination à un autre mandat.

Le renouvellement simultané par la Chambre des représentants des mandats de l'ensemble des membres du comité de direction ne constitue dès lors pas un élément pertinent pour activer l'entrée en vigueur des articles 25 et 29 en projet de la loi du 3 décembre 2017 au vu de l'objectif poursuivi.

L'amendement sera dès lors revu au regard de cette observation.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN

Amendement nr. 33

1. Zoals uit de verantwoording van amendement nr. 33, 1°, blijkt, strekt dat amendement er in feite toe te voorkomen dat deskundigen geraadpleegd worden, aangezien de Gegevensbeschermingsautoriteit intern reeds over de noodzakelijke juridische expertise zou beschikken.

De vraag rijst evenwel of de uit het amendement voortvloeiende onmogelijkheid om een beroep te doen op juridisch deskundigen de Gegevensbeschermingsautoriteit niet in moeilijkheden dreigt te brengen in het licht van de verplichting waaraan de Belgische Staat onderworpen is om aan die Autoriteit de middelen te verschaffen die ze nodig heeft voor het vervullen van haar opdrachten,¹ qua juridische expertise met inbegrip van de personen die, intern of extern, aan haar werkzaamheden zullen bijdragen. Gelet op inzonderheid de complexiteit van het recht kan immers niet *a priori* uitgesloten worden dat de Gegevensbeschermingsautoriteit op een dag te maken krijgt met een juridische kwestie waarvoor ze een deskundige zou moeten raadplegen omdat ze intern niet over de noodzakelijke juridische expertise beschikt.

Het staat aan de wetgever om te beoordelen of, in lijn met de nagestreefde doelstelling, het amendement niet aldus geherformuleerd zou moeten worden dat met die moeilijkheid rekening gehouden wordt.

Men kan zich evenwel afvragen of de nagestreefde doelstelling niet reeds bereikt is door het ontworpen artikel 18/1, § 2, 2°, van de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ (artikel 14 van de door de Commissie voor de Justitie in tweede lezing aangenomen tekst,² waarop het voorliggende amendement betrekking heeft).

2. Los daarvan zou hoe dan ook op passender wijze tegemoet gekomen worden aan het streven om het noodzakelijkheidsvereiste met betrekking tot het raadplegen van deskundigen aan

[‡] Aangezien het om amendementen op een wetsontwerp gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Krachtens artikel 52, lid 4, van de AVG is vereist dat “[e]lke lidstaat (...) ervoor [zorgt] dat elke toezichthoudende autoriteit beschikt over de personele, technische en financiële middelen, en de bedrijfsruimten en infrastructuur die nodig zijn voor het effectief uitvoeren van haar taken en uitoefenen van haar bevoegdheden (...)”.

² *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-2793/008, 10.

te scherpen door, in plaats van het eerste lid, tweede zin, van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 18/1 aan te passen, de eerste zin van dat lid eveneens aan te passen of door daarin de woorden “Niettegenstaande dat de Gegevensbeschermingsautoriteit bij voorkeur beroep doet op interne expertise om haar taken te vervullen en haar bevoegdheden uit te oefenen” te schrappen, welke woorden, door de uitdrukking “bij voorkeur”, een minder strikte verplichting inhouden om een beroep te doen op interne expertise dan die welke voortvloeit uit de bij amendement nr. 33, 1°, aangebrachte aanvulling van het ontworpen artikel 18/1, § 1, eerste lid, tweede zin.

Ingeval de wetgever de tekst van het amendement, zoals die in voorkomend geval op basis van opmerking 1 aangepast zou worden, zou willen behouden, zouden op zijn minst die woorden geschrapt moeten worden teneinde geen gebrek aan samenhang te doen ontstaan.

Amendement nr. 34

Aangezien amendement nr. 34 ertoe strekt de bepalingen onder 3° en 4° van het ontworpen artikel 11, § 1, van de wet van 3 december 2017 weg te laten, wordt daarin rekening gehouden met kritiek die de afdeling Wetgeving in haar advies 70.956/2 geuit heeft,³ zoals in de verantwoording van het amendement uiteengezet wordt.

Om op passende wijze tegemoet te komen aan de opmerkingen van de afdeling Wetgeving en een juridisch vacuüm te voorkomen, moet, los daarvan, in de wet van 3 december 2017 zelf nog uitdrukkelijk voorzien worden in de aanvullende procedurele regels en in de regels betreffende de reserve van deskundigen, zoals bedoeld in het ontworpen artikel 11, § 1, 3° en 4°,⁴ in voorkomend geval vergezeld van delegaties aan de Koning.

Amendement nr. 35

De voorgestelde eerste zin van het ontworpen artikel 26, § 1, tweede lid, van de wet van 3 december 2017 luidt als volgt:

“De Gegevensbeschermingsautoriteit brengt haar advies uit binnen zestig dagen nadat haar alle daartoe nodige informatie werd bezorgd.”

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn te bepalen dat een ontvangstbewijs afgegeven wordt waarmee bewezen kan worden dat de adviesaanvraag volledig is (en dat, bijgevolg, alle nodige informatie voor het advies bezorgd is) zodat men over een objectief gegeven beschikt waarmee de bij de voorliggende tekst ingestelde termijn van zestig dagen berekend kan worden.

³ Advies 70.956/2 van 7 maart 2022 over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, algemene opmerking III, 3 (*Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 2793/001, 72).

⁴ Dat het ontworpen artikel 11, § 1, 6°, weggelaten wordt, doet die moeilijkheid niet rijzen, aangezien de afdeling Wetgeving, in verband met die bepaling, kritiek had geuit tegen de wil van de wetgever om bepaalde aspecten van de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden op fragmentarische wijze te regelen.

Amendement nr. 36

Zoals uit de toelichting bij het ontworpen artikel 43, derde lid, van de wet van 3 december 2017 blijkt,⁵ moet het verbod op het belemmeren van de wettelijke verificatie- en controleopdrachten van de Gegevensbeschermingsautoriteit, haar leden of deskundigen dat krachtens die bepaling geldt voor met name de leden “van het maatschappelijk middenveld”, in verband gebracht worden met artikel 222, 7°, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’.⁶ Dat artikel 222, 7°, heeft evenwel zonder onderscheid betrekking op iedere verwerkingsverantwoordelijke of verwerker, iedere aangestelde of gemachtigde, wat eveneens leden “van het maatschappelijk middenveld” kan omvatten.

Door het ontworpen artikel 43, derde lid, van de wet van 3 december 2017 aldus te wijzingen dat daarin alleen de verwijzing naar de leden van “het maatschappelijk middenveld” wegvalt, zou dan ook een verschil in behandeling ontstaan tussen de personen op wie artikel 222, 7°, van de wet van 30 juli 2018 van toepassing kan zijn, zonder dat een dergelijk verschil in behandeling verantwoord lijkt. Aangezien het verbod op het belemmeren van de wettelijke verificatie- en controleopdrachten van de bevoegde toezichthoudende autoriteit, haar leden of deskundigen reeds voortvloeit uit artikel 222, 7°, van de wet van 30 juli 2018, is, los daarvan, in feite heel het ontworpen artikel 43, derde lid, van de wet van 3 december 2017 nutteloos, zodat die bepaling weggelaten moet worden om elke onduidelijkheid aangaande de draagwijdte van dat artikel 222, 7°, te voorkomen.

Amendement nr. 39

De weglating van de woorden “van de procedure” uit het voorgestelde artikel 99, derde lid, van de wet van 3 december 2017 (artikel 50 van de door de Commissie voor Justitie in tweede lezing aangenomen tekst), zoals die voorgesteld wordt in amendement nr. 39, zou niets afdoen aan het feit dat er, materieel, in dat lid wel degelijk sprake is van de “taal van de procedure” en dat het zal gaan om de taal “gekozen door de partijen, binnen de grenzen bepaald door artikel 41 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken van 18 juli 1966”, zoals aangegeven in het vervolg van de tekst.

Het amendement lijkt dan ook nutteloos.

⁵ Die toelichting is de toelichting bij de artikelen 37 en 38 van het wetsontwerp (*Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2793/001, 23), terwijl artikel 37 van het ontwerp artikel 32 geworden is van de door de Commissie voor Justitie in tweede lezing aangenomen tekst, waarop de voorliggende amendementen betrekking hebben (*Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-2793/008).

⁶ Dat artikel luidt als volgt:

“De verwerkingsverantwoordelijke of de verwerker, zijn aangestelde of gemachtigde, de bevoegde overheid, zoals bedoeld in titels 1 en 2, wordt gestraft met een geldboete van tweehonderdvijftig euro tot vijftienduizend euro wanneer: (...)

7° de wettelijke verificatie- en controle-opdrachten van de bevoegde toezichthoudende overheid, haar leden of deskundigen werden belemmerd; (...).”

Amendement nr. 40

Uit de verantwoording van het amendement volgt dat de bedoeling ervan is de rechtsonzekerheid te voorkomen die zou voortvloeien uit de overgangsbepalingen vervat in het ontworpen artikel 56, § 1, van de wet van 3 december 2017, met name in verband met het mogelijke naast elkaar bestaan van de oude en de nieuwe benoemingsvoorwaarden.

De inwerkingtreding van de ontworpen artikelen 25 en 29 van de wet van 3 december 2017 afhankelijk stellen van de “bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de vacatures in het kader van de eerstvolgende gelijktijdige vernieuwing door de Kamer van volksvertegenwoordigers van de mandaten van alle leden van het directiecomité” sluit evenwel niet uit dat, bij een dergelijke algehele vernieuwing, één of meer van de huidige leden van het directiecomité toepassing maken van de in het ontworpen artikel 56, § 1, tweede lid, vervatte overgangsmaatregel. In dat geval zouden de oude en de nieuwe benoemingsregels naast elkaar moeten bestaan, waarbij de eerste van toepassing zouden zijn op de huidige leden van het directiecomité die een vernieuwing van hun mandaat of de benoeming in een ander mandaat zouden willen verkrijgen en de tweede op de nieuwe kandidaten voor de vacante mandaten. Zoals de overgangsmaatregel vervat in het ontworpen artikel 56, § 1, tweede lid, gesteld is, is het de huidige leden van het directiecomité toegestaan om te solliciteren voor eenzelfde of voor een ander mandaat, met naleving van de benoemingsvoorwaarden van vóór de inwerkingtreding van het voorontwerp van wet, zonder beperking in de tijd en zonder beperkingen wat het aantal vernieuwingen betreft. Die bepaling verwijst immers naar het ontworpen artikel 37, § 2, tweede lid, van de wet van 3 december 2017, dat niet langer voorziet in een beperking van het aantal toegestane mandaatvernieuwingen (in tegenstelling tot de huidige versie van artikel 37 van de wet van 3 december 2017). Bijgevolg zal de opgeworpen moeilijkheid zich voordoen zolang de huidige leden van het directiecomité zullen verzoeken om een vernieuwing van hun mandaat of een benoeming in een ander mandaat.

De gelijktijdige vernieuwing van de mandanten van alle leden van het directiecomité door de Kamer van volksvertegenwoordigers vormt dan ook geen relevant gegeven op grond waarvan men de ontworpen artikelen 25 en 29 van de wet van 3 december 2017 overeenkomstig de nagestreefde doelstelling in werking zou kunnen laten treden.

Het amendement moet bijgevolg in het licht deze opmerking herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT